



**MINISTÈRE
DE LA VILLE
ET DU LOGEMENT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 24/09/2026

LOGEMENT SOCIAL : VINCENT JEANBRUN ANNONCE UN EFFORT DE 500 MILLIONS D'EUROS EN FAVEUR DES BAILLEURS SOCIAUX DANS LE BUDGET POUR 2027

En marge du congrès de l'Union sociale pour l'habitat, le ministre de la Ville et du Logement confirme le maintien des niveaux de RLS et de cotisations au FNAP du PLF 2026 et annonce, avec la Banque des Territoires, une enveloppe de 10 milliards d'euros de prêts pour le logement intermédiaire.

Le Gouvernement réaffirme sa volonté de faire du logement social un pilier de la relance de la production de logements en France.

Dans le pacte signé par l'équipe de France du logement autour du Premier ministre en janvier, le Gouvernement s'est fixé un objectif clair : **produire 2 millions de logements d'ici 2030, soit 400 000 logements par an, dont 125 000 logements sociaux**

À l'occasion du congrès de l'USH, Vincent Jeanbrun a annoncé deux décisions fortes pour le budget 2027 :

- **le maintien de la RLS à 900 millions d'euros**, contre 1,3 milliard d'euros dans le PLF 2026
- **le maintien à 275 millions d'euros des cotisations des bailleurs sociaux au FNAP**, contre 375 millions d'euros dans la copie initiale du PLF 2027.

Au total, l'État consent ainsi un effort de 500 millions d'euros en faveur des bailleurs sociaux par rapport à la trajectoire initialement envisagée pour 2027.

« Dans le contexte économique et budgétaire actuel, cet effort de 500 millions d'euros est considérable. C'est un signal très fort envoyé au monde du logement social. Nous demandons aux bailleurs de construire, de rénover et d'accompagner les Français : l'État doit aussi leur donner de la visibilité et les moyens d'agir. »

Vincent Jeanbrun, ministre de la Ville et du Logement

Donner aux bailleurs les moyens de produire davantage

Pour Vincent Jeanbrun, la sortie de crise ne pourra se faire sans le mouvement HLM.

« La crise du logement ne se résoudra qu'avec tous ceux qui font le logement en France. Le logement social en est un pilier et les bailleurs sociaux sont des acteurs essentiels de notre politique du logement. »

Le Gouvernement entend ainsi **achever le NPNRU, engager l'ANRU 3, accélérer la rénovation du parc social et relancer la construction**, notamment grâce au projet de loi Relance et Décentralisation du Logement actuellement examiné par le Parlement. Celui-ci vise notamment à simplifier les procédures, donner davantage de marges d'action aux territoires et permettre aux bailleurs de produire davantage en maîtrise d'ouvrage directe.

Le ministre rappelle également que le logement social représente aujourd'hui **5,4 millions de logements et 11 millions de Français**, soit près d'un Français sur six.

« Le logement social n'est pas un dispositif parmi d'autres. C'est un morceau de vie de millions de Français et un pilier de notre cohésion nationale. Nous devons le préserver, mais aussi lui permettre de produire davantage. »

10 milliards d'euros pour développer le logement intermédiaire

En parallèle, **la Banque des Territoires mobilisera une enveloppe de 10 milliards d'euros de prêts en faveur du logement intermédiaire**, afin de permettre aux bailleurs et aux opérateurs de développer une offre supplémentaire à destination des classes moyennes.

Cette mobilisation doit contribuer à **diversifier l'offre de logements**, répondre aux besoins des actifs dans les territoires tendus et renforcer les capacités d'investissement des acteurs du logement.

« Nous avons besoin de logements sociaux, mais aussi de logements intermédiaires. Quand un salarié ne peut plus se loger à proximité de son emploi, c'est toute notre économie qui est fragilisée. Nous devons donc agir sur tous les segments de l'offre. »

Construire, rénover, loger

Ces annonces s'inscrivent dans la stratégie globale portée par Vincent Jeanbrun : **construire plus, construire plus vite, rénover mieux et faire confiance aux acteurs des territoires.**

« Nous ne sortirons pas de la crise du logement en gérant la pénurie. Nous en sortirons en recréant de l'offre. Cela suppose de construire davantage, de rénover massivement et de donner aux bailleurs sociaux les moyens de jouer pleinement leur rôle. »

Le Gouvernement fait ainsi le choix de tenir ses engagements, de donner de la visibilité au monde HLM et de mobiliser l'ensemble des acteurs pour atteindre l'objectif de 2 millions de logements produits d'ici 2030